

Jacques Chirac et le devoir de mémoire

Le 16 juillet 1995, seulement deux mois après son élection à la présidence de la République, comme s'il y avait urgence à ses yeux, Jacques Chirac, commémorant la grande « rafle du Vel d'Hiv » et la déportation de 76 000 Juifs de France, reconnaissait au nom de la Nation, de toute l'autorité dont il était nouvellement investi, ce qu'aucun Président avant lui n'avait osé admettre publiquement, pas même de Gaulle, pas même Mitterrand, surtout pas de Gaulle, surtout pas Mitterrand. Que « *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'Etat français.* » Que « *La France, patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux.* »

Au moment même où ces paroles étaient prononcées, un mythe s'écroulait, celui d'une France qui n'aurait en rien été engagée par Vichy dans les crimes de la collaboration, car elle aurait tout entière été incarnée, depuis le premier jour, dès le 18 juin 1940, par de Gaulle, par la France Libre, par la Résistance. Ce mythe, ce beau mythe, construit de toute pièce, était destiné à préserver l'honneur de la France, France victorieuse, France éternelle, intouchable, immaculée, cette France désireuse d'effacer à jamais sa part de culpabilité et qui ne pouvait avoir été souillée par Pétain, par sa police, par les auxiliaires des nazis.

Pourquoi, après tant d'années, avoir ressenti la nécessité presque impérieuse de cet acte de mémoire si douloureux pour notre pays, pourquoi l'avoir jugée urgente au point de justifier l'un de ses premiers actes de Président ?

Y aurait-il chez Jacques Chirac un goût particulier pour la repentance, l'introspection collective, la contrition nationale, l'auto-flagellation historique ? S'agissait-il d'un règlement de comptes rétrospectif (et bien tardif) d'un enfant de juin 40 humilié par la défaite, honteux et indigné de la collaboration active et empressée des autorités de Vichy, horrifié par la barbarie nazie et le plan d'extermination du Peuple juif ? Est-ce simplement la soif de justice, d'honnêteté et de vérité ? Où trouver le ressort de cette exigence de mémoire revendiquée et de vérité assumée ?

L'objectif ne pouvait être de rouvrir de vieilles cicatrices, de diviser et s'opposer entre eux les Français. C'était au contraire de les rassembler et de les unir autour des valeurs de la République, pour combattre ici, ailleurs et maintenant les forces extrêmes, en rappelant que la liberté et la démocratie ne sont jamais définitivement acquises.

La « repentance » de Jacques Chirac n'est jamais tournée vers le passé. Elle n'est pas parole d'historien. Elle est acte de Politique, tourné vers aujourd'hui et vers demain. C'est en nous forçant à contempler sans fard ce que nous avons aussi été, c'est-à-dire ce que nous pourrions redevenir, que Jacques Chirac accomplit son devoir, qui n'est pas que de mémoire. Il s'agit de dissuader les Français de céder aux séductions de l'extrémisme et du populisme d'aujourd'hui. Il s'agit d'alerter les autres Peuples contre le terrorisme, la « purification ethnique », les génocides et le retour de la barbarie.

Avec le 21 Avril 2002, cette exigence deviendra plus cruciale encore : *"On ne débat pas avec le Front National, on le combat!"* La clé de ce combat radical est déjà dans le discours du Vel d'Hiv de juillet 1995 : *« Quand souffle l'esprit de haine, avivé ici par les intégrismes, alimenté là par la peur et l'exclusion. Quant à nos portes, ici même, certains groupuscules, certaines publications, certains enseignements, certains partis politiques se révèlent porteurs, de manière plus ou moins ouverte, d'une idéologie raciste et antisémite, alors cet esprit de vigilance qui vous anime, qui nous anime, doit se manifester avec plus de force que jamais.*

« En la matière, rien n'est insignifiant, rien n'est banal, rien n'est dissociable. Les crimes racistes, la défense de thèses révisionnistes, les provocations en tous genres -les petites phrases, les bons mots- puisent aux mêmes sources. »

Car, le nouveau Président français en est convaincu depuis longtemps, la barbarie n'a pas été refoulée dans un passé définitivement enfoui. Elle ne fait pas partie d'une histoire à jamais révolue. Les monstres qui ont hanté le XXème siècle n'ont pas disparu. Ils peuvent resurgir. L'horreur peut revenir. Elle est même à nos portes : *« Ces valeurs, celles qui fondent nos démocraties, sont aujourd'hui bafouées en Europe même, sous nos yeux, par les adeptes de la "purification ethnique". Sachons tirer les leçons de l'Histoire. N'acceptons pas d'être les témoins passifs ou les complices, de l'inacceptable. »*

Après les élections régionales de 1998 où se manifesteront des connivences entre droite républicaine et extrême droite, notamment à Lyon, Jacques Chirac réagira avec force, opposant son veto à tout compromis : *« La politique, dans une démocratie, c'est l'honnêteté et le respect de l'autre. La politique, c'est défendre un idéal, c'est être au service de ses concitoyens. La fin ne saurait en aucun cas justifier les moyens. Il faut, en toutes circonstances, un esprit de responsabilité et de vigilance. A la droite républicaine, je voudrais dire qu'elle peut convaincre sans se renier. Elle a pris des engagements, maintes fois répétés, aux termes desquels elle n'accepterait aucune compromission avec l'extrême droite. Ses engagements doivent être respectés dans la lettre mais aussi dans l'esprit. Si je tiens à rendre hommage à tous ceux qui ont fait preuve de courage et de clairvoyance, je ne peux que désapprouver celles ou ceux qui ont préféré les jeux politiques à la voix de leur conscience. Cette attitude n'est pas digne et elle peut être dangereuse. »*

Sur un terrain tout différent, qui montre bien la cohérence et la continuité d'inspiration de la politique intérieure et de la politique étrangère de Jacques Chirac, la guerre en Irak sera une nouvelle épreuve de vérité pour les valeurs de la République, éclairées par la mémoire de l'histoire.

Elle sera précédée de multiples interventions du Président français pour servir la paix et défendre le droit en invoquant la mémoire d'un passé de souffrances. Ainsi, en 2000, pour affirmer le soutien de la France aux tribunaux internationaux chargés de punir les crimes contre l'humanité de la fin du XXème siècle, comme le Tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre Mondiale. *« Les dernières années du siècle ont été marquées par des crimes contre l'humanité, par des génocides. Le cortège d'horreurs qui les accompagne choque profondément la conscience universelle. Nos*

concitoyens, toujours mieux informés, exigent que cessent massacres et destructions. Ils exigent que la communauté internationale réagisse. Que justice soit faite. Ils espèrent en la force dissuasive d'une sanction effective. Cette exigence a conduit à la création des tribunaux pénaux internationaux. Progrès impensable voici seulement dix ans. Qu'il s'agisse du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, de celui créé pour juger les responsables du génocide au Rwanda, ou de la prochaine Cour pénale internationale, l'esprit est le même. L'opinion publique mondiale n'accepte plus que les pires criminels s'abritent derrière la raison d'Etat ou la souveraineté nationale pour commettre impunément leurs exactions. »

Il exprime avec constance la même exigence, la même vigilance, la même intraitable fermeté pour défendre les valeurs de l'humanisme universel et appeler à la tolérance, au respect de l'autre, contre tous ceux qui bafouent ces principes. Il le fait toujours en brandissant l'instrument du droit international plutôt que celui de la force, non seulement parce qu'il répugne profondément à recourir aux solutions militaires (sans pour autant les exclure), mais aussi, fondamentalement, parce qu'il ne croit pas, en général, à l'efficacité durable des politiques de force.

Seulement un mois après les crimes de masse perpétrés à New-York par Al Quaïda, dès le lundi 15 octobre 2001, Jacques Chirac livrera son analyse et esquissera des réponses de sagesse qui seront aux antipodes des réactions de George Bush et des penseurs néo-conservateurs américains : *« Avec la tragédie du 11 septembre, c'est une vision utopique du nouveau millénaire, comme temps de paix et de la fin de l'histoire, qui a été touchée au cœur. D'aucuns avaient le sentiment que nous avions laissé derrière nous le siècle des deux guerres mondiales et de ses millions de morts, de la Shoah, du goulag et de tant d'autres massacres. Malgré les conflits qui continuaient d'ensanglanter notre planète, le siècle naissant était accueilli avec espoir et confiance. Espoir d'un monde libre et pacifié, avec la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Espoir d'un monde meilleur où les progrès de la science, les vertus de l'éducation, la rapidité des communications apporteraient davantage de prospérité, de justice, de bonheur. Confiance dans les avancées de la démocratie et l'affirmation des solidarités. La tragédie de New York, dont nous n'avons pas fini de mesurer les effets, est venue ébranler cet espoir et cette confiance. De plus en plus, nous entendons évoquer un choc des civilisations, qui marquerait le XXI^e siècle, de même que le XIX^e siècle a vu s'affronter les nationalités et le XX^e siècle les idéologies. Un choc de civilisations, présent et à venir, qui serait plus radical, plus violent, plus passionnel parce qu'il verrait s'affronter des cultures et des religions. Ce discours qui se nourrit de toutes les peurs, il s'agit d'abord de le réfuter. Car l'adopter, c'est tomber dans le piège que nous tendent les terroristes, qui veulent soulever les hommes, culture contre culture, religion contre religion. Et si, devant l'horreur, les pays se rassemblent pour châtier les coupables, pour endiguer le terrorisme, c'est un combat pour l'homme, pour l'homme et contre la barbarie. A ce discours il s'agit surtout d'opposer une autre réalité, politique, morale, culturelle, une autre volonté : celle du respect, celle de l'échange, celle du dialogue de toutes les cultures, inséparable de l'affirmation claire et sans concession des valeurs qui nous font ce que nous sommes. »* Dans ce

discours à l'UNESCO sur le dialogue des cultures, Jacques Chirac ne fait que développer, à l'épreuve d'une actualité sanglante, les convictions profondes qu'il exprimait déjà, six ans plus tôt, en commémorant la rafle du Vel d'Hiv.

Ce discours laissait bien sûr présager de ce que seraient ses réactions deux ans plus tard, lorsque les Etats-Unis, ignorant superbement le refus des Nations Unies de les mandater au titre de la sécurité collective, envahiraient l'Irak. La position courageuse qu'il fera prendre à notre pays, notamment avec l'Allemagne et la Russie, mais aussi avec le Pape, permettra de témoigner en faveur d'une vision du monde qui n'oppose pas entre elles les civilisations, ne postule pas l'inéluctabilité du conflit entre islam et occident chrétien, refuse de tenir pour acquis l'antagonisme entre pays riches et pays pauvres.

Même inspiration quand Jacques Chirac, en inaugurant le Musée du Quai Branly, son musée, voudra rendre *« l'hommage qui leur est dû à des peuples auxquels, au fil des âges, l'histoire a trop souvent fait violence. Peuples brutalisés, exterminés par des conquérants avides et brutaux. Peuples humiliés et méprisés, auxquels on allait jusqu'à dénier qu'ils eussent une histoire. Peuples aujourd'hui encore souvent marginalisés, fragilisés, menacés par l'avancée inexorable de la modernité. Peuples qui veulent néanmoins voir leur dignité restaurée et reconnue. Au cœur de notre démarche, il y a le refus de l'ethnocentrisme, de cette prétention déraisonnable et inacceptable de l'Occident à porter, en lui seul, le destin de l'humanité. Il y a le rejet de ce faux évolutionnisme qui prétend que certains peuples seraient comme figés à un stade antérieur de l'évolution humaine, que leurs cultures dites "primitives" ne vaudraient que comme objets d'étude pour l'ethnologue ou, au mieux, sources d'inspiration pour l'artiste occidental.*

« Ce sont là des préjugés absurdes et choquants. Ils doivent être combattus. Car il n'existe pas plus de hiérarchie entre les arts et les cultures qu'il n'existe de hiérarchie entre les peuples. C'est d'abord cette conviction, celle de l'égalité des cultures du monde, qui fonde le musée du quai Branly.

« Mais il est beaucoup plus qu'un musée. En multipliant les points de vue, il ambitionne de restituer, dans toute leur profondeur et leur complexité, les arts et les civilisations de tous ces continents. Par là, il veut promouvoir, auprès du public le plus large, un autre regard, plus ouvert et plus respectueux, en dissipant les brumes de l'ignorance, de la condescendance ou de l'arrogance qui, dans le passé, ont été si souvent présentes et ont nourri la méfiance, le mépris, le rejet.

« Plus que jamais, le destin du monde est là : dans la capacité des peuples à porter les uns sur les autres un regard instruit, à faire dialoguer leurs différences et leurs cultures pour que, dans son infinie diversité, l'humanité se rassemble autour des valeurs qui l'unissent réellement. »

Cette hostilité radicale à toute idée de hiérarchisation entre les hommes, entre les Peuples, entre les cultures porte l'empreinte d'un attachement sans limite aux principes d'égalité qui figurent aussi bien dans la Déclaration française des droits de l'homme de 1789 que dans la Déclaration

universelle des droits de l'homme de 1948. Il trouve son point d'orgue dans la dénonciation intransigeante de toutes les formes de racisme et d'antisémitisme.

En 2004, son superbe discours du Chambon-sur-Lignon, qui rendra hommage aux « Justes de France » en apportera un nouveau -et éclatant- témoignage : *« Aujourd'hui encore, des actes de haine, odieux et méprisables, salissent notre pays. Les discriminations, l'antisémitisme, les racismes, tous les racismes, se déploient de nouveau insidieusement. Ils frappent nos compatriotes juifs présents dans notre pays depuis des temps immémoriaux. Ils frappent nos compatriotes de culture musulmane qui ont fait le choix de travailler et de vivre dans notre pays. Ils frappent, en réalité, tous nos compatriotes. Tous ces actes, qui blessent les corps et choquent les âmes, disent l'obscurantisme, l'ignorance, la bêtise. Ils expriment le fanatisme, la volonté d'humilier, d'abaisser. Ils traduisent le refus de la différence et le rejet de l'autre. Tous ces actes reflètent la part la plus sombre de l'âme humaine. Ils sont indignes de la France. Et, naturellement, je ferai tout pour que cela cesse. »*

En 2007, il rend de nouveau hommage aux Justes. De la même façon qu'il avait su dénoncer au début de son septennat la participation de Français à la mise en œuvre de la solution finale, il voudra à la fin de son quinquennat donner en exemple tous ces Français qui ont agi dans l'ombre pour sauver des vies menacées par les persécutions nazies : *« Il y a les ténèbres. Mais il y a aussi la lumière. Dans le pire effondrement de notre histoire, alors même que la Wehrmacht semble encore invincible, des Françaises et des Français en très grand nombre vont montrer que les valeurs de l'humanisme sont enracinées dans leurs âmes. Partout, ils accueillent, cachent, sauvent au péril de leur vie des enfants, des femmes, des hommes, persécutés parce qu'ils sont Juifs. Dans ce cauchemar éveillé que les Juifs vivent depuis 1940, la France, leur France, à laquelle ils ont cru si intensément, n'a pas tout à fait disparu. Dans les profondeurs du pays, une lueur d'espoir se fait jour. Elle est fragile, vacillante. Mais elle existe. Vous, Justes de France, vous avez transmis à la nation un message essentiel, pour aujourd'hui et pour demain : le refus de l'indifférence, de l'aveuglement. L'affirmation dans les faits que les valeurs ne sont pas des principes désincarnés, mais qu'elles s'imposent quand une situation concrète se présente et que l'on sait ouvrir les yeux. Plus que jamais, nous devons écouter votre message : le combat pour la tolérance et la fraternité, contre l'antisémitisme, les discriminations, le racisme, tous les racismes, est un combat toujours recommencé »*. Et l'on a envie de souligner tout particulièrement la phrase qui suit, parce qu'elle dit parfaitement pourquoi Jacques Chirac tient pour un devoir sacré de sa charge de revenir sur ces heures tragiques de notre histoire : *« Si l'antisémitisme s'est déchaîné dans les années 1930-1940, c'est faute d'avoir été condamné avec la fermeté nécessaire à cette époque. C'est parce qu'il a été en quelque sorte toléré comme une opinion parmi d'autres. Telle est la leçon de ces années noires : si l'on transige avec l'extrémisme, il faut bien le mesurer, on lui offre un terreau pour prospérer, et tôt ou tard on en paye le prix. Face à l'extrémisme, il n'y a qu'une attitude : le refus, l'intransigeance. »*

Célébrant en 2006 le centième anniversaire de la réhabilitation du Capitaine Dreyfus, Jacques Chirac insistera encore : *« Le refus du racisme et de l'antisémitisme, la défense des droits de l'homme,*

la primauté de la justice : toutes ces valeurs font aujourd'hui partie de notre héritage. Elles peuvent nous sembler acquises. Mais il nous faut être toujours extrêmement vigilants : le combat contre les forces obscures, l'injustice, l'intolérance et la haine n'est jamais définitivement gagné. »

Il montrera naturellement la même exigence s'agissant de la condamnation de l'esclavage :
« L'esclavage a nourri le racisme. C'est lorsqu'il s'est agi de justifier l'injustifiable que l'on a échafaudé des théories racistes. C'est-à-dire l'affirmation révoltante qu'il existerait des "races" par nature inférieures aux autres. Le racisme, d'où qu'il vienne, est un crime du cœur et de l'esprit. Il abaisse, il salit, il détruit. Le racisme, c'est l'une des raisons pour lesquelles la mémoire de l'esclavage est une plaie encore vive pour nombre de nos concitoyens. »

Et pour autant, Jacques Chirac ne cessera dans le même temps d'appeler non pas à l'oubli mais au dépassement de notre héritage historique. La relation franco-allemande en fournit un éclatant exemple. Ainsi à Versailles où parlementaires allemands et français seront invités à siéger ensemble en 1997 : *« La gravité le cède à l'émotion de voir aujourd'hui leurs représentants se réunir à Versailles. Versailles qui marqua par deux fois l'épilogue autant que le prélude de nos luttes fratricides. Dans la Galerie des Glaces, à quelques pas de nous, la proclamation de l'Empire allemand et ses conséquences devaient hanter la société française pendant un demi-siècle. Versailles, et la Galerie des Glaces encore, où les conditions imposées à l'Allemagne après 1918 suscitérent outre-Rhin humiliation et rancœur. On connaît la suite : la liberté anéantie, le déchaînement de la violence, son cortège de destructions et de souffrances, ses millions de morts, cette apothéose de l'horreur et puis ces familles séparées, ces destins brisés. Dans cette nuit terrible, de part et d'autre, des voix courageuses s'élevaient déjà pour résister à l'innommable, pour refuser ces engrenages fatals. Des hommes de vision ont montré le chemin. C'était celui de l'Europe. Ce chemin passait par la réconciliation franco-allemande. Ces deux aventures devenaient indissociables. L'Europe allait sceller la paix là où il n'y eut si souvent que la guerre et la force brutale. Elle allait soutenir le rêve de liberté des peuples opprimés. »*

Dans ce texte intense, on apprécie de voir l'élévation d'esprit d'un Jacques Chirac dont la main tendue à l'Allemagne n'a jamais la moindre condescendance : il ne s'exprime pas au nom d'un Peuple qui aurait pour lui la supériorité d'une histoire sans tâche face à un autre Peuple qui devrait battre sa coulpe jusqu'à la fin des temps, sans que lui soit jamais comptée l'abnégation et le courage de ceux de ses fils qui ont osé résister. La France s'adresse à l'Allemagne avec l'humilité et la sincérité d'une Nation qui se sait elle aussi faillible. Et l'on voit ici que le devoir de mémoire pleinement assumé peut faire beaucoup non seulement pour le pardon mais aussi pour la compréhension et l'amitié entre deux Peuples qui se considèrent désormais en égaux sans rien escamoter d'un passé aujourd'hui exhumé dans son intégralité. Le devoir de mémoire déblaie ainsi les chemins de l'avenir.

Avec une réussite inachevée malgré le succès populaire de son voyage en Algérie de 2003, Jacques Chirac essaiera d'appliquer la même exigence morale de vérité aux relations franco-algériennes. Cependant, Alger voudra aller à son rythme dans la reconnaissance de toutes les dimensions de la réalité historique, ne voulant pas écorner les mythes fondateurs de la Nation algérienne. Le rappel des persécutions subies par les Harkis, la reconnaissance de leur abandon par la France, la dénonciation des persécutions qu'ils ont subies de la part du FLN après les accords d'Evian en violation des termes de ceux-ci, entraîna de sérieuses crispations de l'autre côté de la Méditerranée.

« Depuis la fin des affrontements qui se sont déroulés en Algérie, le temps a commencé son œuvre. Sans effacer les moments héroïques, il nous permet aujourd'hui de porter un regard de vérité sur les déchirements et les horreurs qui ont accompagné ce conflit comme sur les drames terribles qui l'ont suivi. Le travail de deuil, indispensable, ne doit en aucun cas être synonyme d'oubli. Nous devons hommage et fidélité aux combattants qui ont lutté, et parfois donné leur vie pour la France. Harkis, Moghaznis, tirailleurs, spahis, membres des forces régulières ou des forces supplétives, des groupes mobiles de sécurité, des groupes d'autodéfense et des sections administratives spécialisées : ils sont plus de 200 000 à avoir pris les armes pour la République et pour la France, pour défendre leurs terres et pour protéger leurs familles. Notre premier devoir, c'est la vérité. Les anciens des forces supplétives, les Harkis et leurs familles, ont été les victimes d'une terrible tragédie. Les massacres commis en 1962, frappant les militaires comme les civils, les femmes comme les enfants, laisseront pour toujours l'empreinte irréparable de la barbarie. Ils doivent être reconnus. La France, en quittant le sol algérien, n'a pas su les empêcher. Elle n'a pas su sauver ses enfants. Les Harkis ne sauraient demeurer les oubliés d'une histoire enfouie. Ils doivent désormais prendre toute leur place dans notre mémoire. »

Quand surgira le débat sur l'ouverture de négociations avec la Turquie pour son entrée dans l'Union européenne, le devoir de mémoire s'invitera de nouveau et Jacques Chirac, s'exprimant fin 2004 à la télévision l'assumera de nouveau, s'agissant du génocide arménien, sans toutefois jeter d'huile sur le feu.

« Toute notre histoire est jalonnée d'efforts de réconciliation et de paix. Je vous disais tout à l'heure que l'Europe c'était d'abord, au départ et toujours, un effort de réconciliation, de paix, de respect de l'autre et d'ouverture aux autres, qui s'est traduit partout, par un effort de mémoire important. Cet effort doit être fait, bien entendu, par la Turquie et je suis sûr qu'elle le fera. Et pour nous, au-delà des mots, ce qui est important c'est de savoir que la France, en 1915, a ouvert ses portes, qu'elle a accueilli beaucoup d'Arméniens. La communauté arménienne française est totalement intégrée. Ce sont des Français comme vous et moi, naturellement, mais ils ont aussi une mémoire, une sensibilité qu'il faut respecter, comme tout un chacun. Et le drame qu'ont vécu leurs familles, qui reste dans leur mémoire, doit être respecté. Tout ceci suppose un effort de mémoire de la part de la Turquie, c'est évident. Je ne doute pas, bien sûr, qu'elle le fera. L'Union européenne, c'est d'abord un projet pour la paix et la stabilité. Après des siècles de guerres, d'horreurs, nous voulons laisser à nos enfants une région en paix, stable, sans guerre. Il est évident que sur le plan de la sécurité, de la

stabilité, de la paix, avoir avec nous ce grand ensemble, à nos portes, aujourd'hui, est tout à fait positif. L'avoir rejeté représenterait certainement un risque d'instabilité, d'insécurité à nos frontières qu'il faut, sans aucun doute, éviter. » Toujours présente, même sous-jacente, il y a la crainte de voir se durcir une opposition entre islam et occident qu'il tient pour l'un des plus grands dangers du monde actuel.

Cette coexistence entre les religions est pourtant possible, comme le démontre l'expérience si spécifiquement française de la laïcité, à laquelle Jacques Chirac consacre une attention permanente. Il le dira par exemple au Chambon-sur-Lignon, après l'adoption de la loi interdisant à l'école le port de signes religieux ostensibles par les élèves : *« La laïcité permet à chacun de vivre et de pratiquer, en toute sécurité, en toute sûreté, sa religion. Elle permet à l'école publique, lieu d'acquisition et de transmission des valeurs que nous avons en partage, d'être ouverte à tous et à toutes les sensibilités. C'est pourquoi elle doit être défendue : l'école publique doit être à l'abri des influences et des passions. C'est le sens de la loi récemment adoptée qui interdit le port de signes religieux ostensibles. La République est le bien commun de tous, de chaque citoyen, à égalité de droits et de devoirs. »*

A travers tous ces exemples qui s'échelonnent tout au long des douze années de ses deux mandats, on verra ainsi Jacques Chirac multiplier les actes d'autorité, les mises en garde, les déclarations nationales et internationales pour se dresser contre l'intolérance, le racisme et l'antisémitisme, dénoncer l'esclavage, s'opposer au choc des civilisations, promouvoir le dialogue des cultures, protéger les Peuples premiers, leurs langues et leurs arts, ou défendre la laïcité à la française, c'est-à-dire une laïcité ni positive, ni négative, mais à la fois neutre et agissante, qui nous permet de dépasser les oppositions religieuses, philosophiques et politiques.

Président, ses incursions dans le domaine de la mémoire furent nombreuses, toujours exprimées avec une solennité, une gravité et des accents de conviction qui ne laissent de doute ni sur sa sincérité ni sur l'importance particulière qu'il y attachait.

Il en a d'ailleurs fixé lui-même le sens, la portée et l'ambition, plaçant le devoir de mémoire au cœur de la fonction présidentielle, qui doit incarner et unir la Nation française dans toutes ses composantes. A cet égard, la formule qu'il utilisera dans son discours sur l'esclavage en 2005 est éloquent : *« La grandeur d'un pays, c'est d'assumer toute son histoire. Avec ses pages glorieuses, mais aussi avec sa part d'ombre. Notre histoire est celle d'une grande nation. Regardons-la avec fierté. Regardons-la telle qu'elle a été. C'est ainsi qu'un Peuple se rassemble, qu'il devient plus uni, plus fort. C'est ce qui est en jeu à travers les questions de la mémoire : l'unité et la cohésion nationale, l'amour de son pays et la confiance dans ce que l'on est. »*